Déclaration de M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères et européennes, lors de la conférence de presse conjointe avec son homologue allemand, M. Guido Westerwelle, sur les dossiers liés notamment à la crise grecque et à la Libye et la Syrie, Bordeaux le 19 juin 2011.

2011-06-19

J'ai souhaité recevoir Guido Westerwelle ici à Bordeaux. Cette rencontre est d'abord une rencontre d'amitié, une rencontre informelle. Il m'avait dit qu'il connaissait bien notre ville, mais qu'il avait envie de la revoir, dès notre premier entretien, et c'est donc avec beaucoup de plaisir que je l'ai invité en ce moment particulièrement festif de la vie bordelaise.

Au-delà de l'aspect personnel, notre rencontre a, à l'évidence, une signification politique et pour moi, c'est l'occasion de redire combien l'amitié entre la France et l'Allemagne est absolument essentielle dans cette période difficile de la vie de l'Union européenne. La rencontre hier à Berlin de la chancelière Angela Merkel et du président Nicolas Sarkozy a montré une fois de plus que l'entente franco-allemande pouvait trouver des solutions aux problèmes les plus graves auxquels nous sommes confrontés.

Pendant l'heure de travail que nous venons d'avoir, nous avons abordé plusieurs questions particulièrement sensibles, sur lesquelles nous avons constaté notre grande proximité de vue.

Sur la Libye, nous travaillons ensemble à ce que j'appellerais «le jour d'après Kadhafi», et j'étais très intéressé d'écouter Guido Westerwelle sur les impressions qu'il ramenait de son voyage à Benghazi.

Sur le Proche-Orient, nous pensons l'un et l'autre que le statu quo n'est pas tenable et nous allons travailler ensemble dans cette perspective.

Nous avons aussi la conviction que le Conseil de sécurité doit s'exprimer sur la répression en Syrie qui est chaque jour plus insupportable.

Nous avons aussi évoqué la situation dans les Balkans.

Et nous avons salué le discours du Roi du Maroc qui nous est apparu comme un mouvement historique, visionnaire et courageux de réformes pour tenir compte des aspirations du peuple marocain.

Après une période d'intense immersion dans la langue allemande, je suis capable de conclure en disant «es lebe die deutsche-französich Freundschaft».

(rire)

Je me réjouis qu'hier, la chancelière et le président aient pu trouver un accord tout à fait clair et solide pour répondre aux défis de la crise grecque. Un nouveau plan d'aide sera mis au point dans des délais brefs. Ce plan devrait comporter l'intervention d'acteurs privés, de banques, sur la base du volontariat. Et il devra impliquer la Banque centrale européenne. L'important maintenant c'est de mettre cet accord en application avec la participation de nos différents partenaires et quand on connait la sensibilité des marchés, il vaut mieux s'abstenir de faire d'autres déclarations.

Q - Dès le début de la crise libyenne, la France a plaidé pour une solution militaire. Est-ce également la solution militaire que vous préconisez pour la Syrie ? Vous plaidez ensemble au Conseil de sécurité pour trouver une résolution pour condamner la Syrie ce qui suscite l'opposition de la Chine et de la Russie. Comment jugez-vous les chances de surmonter la résistance de ces deux pays ?

R - La France et la majorité du Conseil de sécurité des Nations unies ont estimé qu'il fallait porter un coup d'arrêt à l'offensive que les troupes de Kadhafi étaient en train de mener contre la population civile de Libye. Cette intervention militaire se poursuit dans le respect de la résolution 1973 du Conseil de sécurité. Mais nous travaillons simultanément et, de ce point de vue, en plein accord avec nos amis allemands, à la recherche de la solution politique qui passe par un cessez-le feu, la renonciation de Kadhafi à ses responsabilités politiques et militaires et l'engagement d'un dialogue national sous l'égide du Conseil national de transition élargi à tous les autres partenaires de Libye qui accepteront ces différents principes et la marche vers une Libye démocratique.

S'agissant de la Syrie, nous avons condamné avec la plus grande clarté, la plus grande fermeté la répression sauvage auquel le régime se livre contre sa population. L'Union européenne a pris ses responsabilités en décidant de sanctions contre les principaux responsables syriens y compris le président Bachar al-Assad. Nous sommes aujourd'hui bloqués au Conseil de sécurité parce que nous ne sommes pas en mesure d'y réunir pour l'instant les conditions d'un vote d'une résolution. Mais l'Allemagne et la France avec d'autres, notamment le Royaume-Uni et les États-Unis travaillent pour que cette résolution réunisse le plus grand nombre de voix possible.

Q - (À propos des discussions des Etats-Unis et de M. Karzaï avec les Taliban)

R - C'est une non-nouvelle. Cela fait longtemps qu'on sait qu'il y a des discussions avec les Taliban y compris entre M. Karzaï et les Taliban. Les Américains aussi. Lorsque j'ai rencontré Hillary Clinton il y a 15 jours à Washington, je lui ai indiqué que nous soutenions ce processus et que nous souhaitions y être associés.

Q - (À propos du Maroc)

R - J'ai dit ce que je pensais de l'intervention du Roi, nous l'accueillons de façon très positive. Je voudrais simplement ajouter que le frère du Roi a fait ses études à Bordeaux ce qui peut expliquer qu'il connaisse très bien l'uvre de Montesquieu.Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 21 juin 2011

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/182598-declaration-de-m-alain-juppe-ministre-des-affaires-etrangeres-et-europ